



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/201
S/16493
19 avril 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 33 de la liste préliminaire*
QUESTION DE PALESTINE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 19 avril 1984, adressée au Secrétaire général
par le Président par intérim du Comité pour l'exercice des
droits inaliénables du peuple palestinien

En tant que Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je tiens à me référer à une information parue dans le New York Times du 14 avril 1984 selon laquelle le Gouvernement d'El Salvador a officiellement transféré son ambassade en Israël de Tel Aviv à Jérusalem.

Vous vous rappellerez que dans une lettre datée du 4 août 1980 (A/35/378-S/14090), le Président du Comité avait écrit au Secrétaire général exprimant sa grave préoccupation devant les mesures prises par le Gouvernement israélien pour mener à bien son projet de faire de Jérusalem la capitale d'Israël. Plus tard, dans sa résolution 478 (1980) du 20 août 1980, le Conseil de sécurité a demandé aux Etats qui avaient établi des missions diplomatiques à Jérusalem de retirer ces missions de la Ville sainte.

Par la suite, le 29 août 1980, le Président a écrit aux représentants permanents de tous les Etats concernés, y compris El Salvador, pour exprimer la profonde satisfaction du Comité devant la décision prise par leurs gouvernements de fermer leurs ambassades à Jérusalem pour les transférer à Tel Aviv. Le Comité a estimé que ce transfert des missions diplomatiques marquait un souci de respecter les sentiments et l'opinion de la vaste majorité de la communauté internationale et de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité.

* A/39/50.

Si je porte à votre attention la décision récemment prise par le Gouvernement d'El Salvador, c'est parce que les membres du Comité sont profondément convaincus qu'elle est non seulement préjudiciable à un règlement satisfaisant de la question du statut de la Ville sainte, mais aussi contraire à l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur le sujet.

En outre, le Comité est fermement persuadé que la paix internationale et la sécurité dans la région resteront menacées tant que les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier celles qui visent à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables, ne seront pas intégralement et strictement respectées.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim du Comité pour
l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien,

(Signé) Raùl BOA-KOURI

